

## FICHE 17 - DELAIS ET PROCEDURES EN PERIODE DE CRISE COVID19

### **Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 – Fiche élaborée par la Direction des Affaires Juridiques**

L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période a été prise sur le fondement des a) et b) du 2° du I de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Elle prévoit de **nombreux aménagements aux dispositions légales et réglementaires**. Cette fiche porte sur les seules dispositions qui ont une incidence significative sur le fonctionnement des MENJ et MESRI.

Afin de garantir une lecture uniforme des dispositions de cette ordonnance, **les questions qui s'y rapportent doivent être adressées à l'adresse suivante : [DAJCovid19@education.gouv.fr](mailto:DAJCovid19@education.gouv.fr)**

**Préalable : champ d'application de l'ordonnance** – L'ordonnance s'applique à **toutes les personnes physiques et à toutes les personnes morales publiques ou privées chargées d'un service public** à l'exception des dispositions de son titre II (cf points 5, 6 et 7 de la présente note relatifs aux délais à l'issue desquels une décision administrative peut ou doit intervenir ou aux délais imposés par l'administration à toute personne pour se conformer à des prescriptions) qui ne concerne pas les personnes publiques et privées chargées d'un service public industriel et commercial (SPIC).

L'ordonnance s'applique ainsi notamment :

- aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) : universités, COMUE, établissements publics expérimentaux, écoles et instituts extérieurs aux universités, écoles normales supérieures, écoles françaises à l'étranger, grands établissements, COMUE, universités de technologie ;
- aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) qui sont des établissements publics à caractère administratif (EPA) : CNRS, INSERM,...
- aux groupements d'intérêt public (GIP).

#### **Précisions sur la terminologie employée :**

- **période de référence** : période qui court du 12 mars 2020 jusqu'à l'expiration du délai d'un mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire ;
- **interruption ou prorogation des délais** : lorsqu'un délai est interrompu ou prorogé, il repart de zéro à l'issue de la période de référence ;

- **suspension des délais** : lorsqu'un délai est suspendu, il recommence à courir à l'issue de la période de référence sans que le délai déjà écoulé ne soit effacé.

## 1. Les termes et échéances auxquels sont en principe soumises les personnes physiques ou morales sont interrompus (article 2)

■ **Enoncé de la disposition** – Tous les actes que doivent accomplir les personnes physiques ou morales à peine de nullité, sanction, caducité, forclusion, prescription, inopposabilité, désistement d’office, irrecevabilité, péremption, application d’un régime particulier, non avenue ou déchéance d’un droit quelconque et qui auraient dû être effectués pendant la période de référence pourront toujours intervenir, après la période de référence, dans le délai légalement imparti pour agir. Ce délai qui ne peut, en tout état de cause, excéder deux mois court à compter de la fin de la période de référence.

■ **Explication de la disposition** – Ainsi, lorsque des dispositions législatives ou réglementaires imposent, par exemple, qu’une formalité soit effectuée, dans un délai défini, sous peine par exemple de sanction ou d’irrecevabilité, **cette formalité sera regardée comme ayant été régulièrement effectuée, si la personne concernée régularise sa situation après la fin de la période de référence dans le délai qui lui était initialement donné pour agir.** Il en va de même, par exemple, pour l’exercice des recours administratifs ou juridictionnels et ceci tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales y compris l’Etat Les délais pour faire appel ou se pourvoir en cassation, par exemple, sont interrompus.

**Exemple 1** : en matière disciplinaire, pour les élèves, le délai pour former un recours contre la décision du conseil de discipline devant le recteur est de huit jours<sup>1</sup> à compter de la notification écrite de la sanction. Pour une sanction notifiée le 8 mars, le délai de recours est interrompu à compter du 12 mars. Il reprendra intégralement à compter de la fin de la période de référence et expirera 8 jours plus tard. L’élève a donc la possibilité, pour contester la sanction disciplinaire qui lui a été infligée, de faire un recours au plus tard huit jours après la fin de la période de référence.

**Exemple 2** : en cas d’accident de service ou de trajet, l’agent qui en est victime doit le déclarer à l’administration dans le délai de quinze jours à compter de la date de l’accident<sup>2</sup>. Un agent qui a été victime d’un accident de service le 2 mars avait normalement jusqu’au 17 mars pour déclarer cet accident. Toutefois, le délai a été interrompu à compter du 12 mars. Il reprendra intégralement après la fin de la période de référence, et expirera quinze jours plus tard.

**Exemple 3** : si un étudiant souhaite faire appel de la décision de sanction qui lui a été infligée par la section disciplinaire d’une université, il doit le faire dans un délai de deux mois<sup>3</sup>. Toutefois, si la décision de la section disciplinaire lui a été notifiée, le 10 mars 2020, le délai d’appel est interrompu à compter du 12 mars. Il recommencera à courir à la fin de la période de référence.

---

<sup>1</sup> Article R. 511-49 du code de l’éducation

<sup>2</sup> Article 47-3 du décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l’organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d’aptitude physique pour l’admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires.

<sup>3</sup> Article R. 712-43 du code de l’éducation

- **Exclusion de la disposition : n'entrent pas dans le champ de cette mesure :**
  - les délais dont le terme est échu avant le 12 mars 2020 : leur terme n'est pas reporté ;
  - les délais dont le terme est fixé au-delà de la période de référence : ces délais ne sont ni suspendus, ni prorogés ;
  - les **délais d'exécution d'une décision de justice** : les délais aux termes desquels doit être pris un acte en application d'une injonction prononcée par une juridiction ne sont ni suspendus, ni prorogés (sauf cas des astreintes – cf point 3) ;
  - les délais exclus en application du II de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance, notamment :
    - les **délais concernant les procédures d'inscription dans un établissement d'enseignement, scolaire ou supérieur** (Parcoursup, demandes de dérogation, décisions d'orientation, ...),
    - les **délais concernant les voies d'accès à la fonction publique** (notamment concours, examens, y compris procédures de promotion et d'avancement internes...) **qui restent opposables aux usagers.**

## 2. **Certaines mesures administratives ou juridictionnelles dont le terme vient à échéance au cours de la période de référence sont prorogées (article 3)**

Il en va ainsi par exemple des mesures conservatoires, des mesures d'interdiction ou de suspension (hors mesures qui ont été prononcées à titre de sanction) ou encore des autorisations et agréments qui ont pu être décidés par l'administration. **Ces mesures sont prorogées de plein droit jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois après la période de référence.**

L'administration peut modifier ces mesures, ou y mettre fin, lorsqu'elles ont été prononcées avant le 12 mars 2020.

Exemple 1 : la suspension à titre conservatoire d'un fonctionnaire<sup>4</sup> qui devait prendre fin le 31 mars 2020 sera prorogée et expirera deux mois après la fin de la période de référence. La suspension à titre conservatoire d'un personnel de l'enseignement supérieur, d'une durée maximale d'un an, et dont le terme expirait pendant la période, sera également prolongée de deux mois<sup>5</sup> après la fin de la période de référence.

Exemple 2 : les autorisations accordées, pour une durée limitée, aux établissements pour délivrer, au nom de l'Etat, les diplômes nationaux de l'enseignement supérieur sont prolongées si leur terme intervient pendant la période de référence<sup>6</sup> et ceci jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois après la fin de cette période.

---

<sup>4</sup> Sur le fondement de l'article 30 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

<sup>5</sup> Sur le fondement de l'article L. 951-4 du code de l'éducation.

<sup>6</sup> Article D. 613-4 du code de l'éducation.

### **3. Les astreintes prononcées par les juridictions ou les autorités administratives ainsi que les clauses contractuelles ayant pour objet de sanctionner l'inexécution du débiteur sont suspendues.(article 4)**

Ces astreintes ou clauses sont réputées n'avoir pas pris cours ou produit effet, si ce délai a expiré pendant la période de référence. Elles prendront effet **un mois après cette période**, si l'obligation n'a pas été exécutée d'ici là. Lorsque ces astreintes ou clauses avaient commencé à courir avant le 12 mars 2020, leur cours est suspendu pendant la période de référence. Elles reprendront effet **dès la fin de cette période**.

Exemple 1 : un tribunal administratif a enjoint à un établissement public de réintégrer un agent irrégulièrement évincé au plus tard le 10 mars sous astreinte de 500€ par jour de retard. Si cette obligation n'avait pas été exécutée au 12 mars et qu'elle n'a pas pu l'être durant la période de référence, l'astreinte est suspendue pendant la période de référence et recommencera à courir dès la fin de cette période.

Exemple 2 : un tribunal administratif a enjoint à l'Etat d'affecter un mineur non accompagné dans un établissement scolaire au plus tard le 15 mars assorti d'une astreinte de 50€ par jour de retard. L'astreinte commencera à courir un mois après la fin de la période de référence.

### **4. Les délais de résiliation d'une convention sont prolongés (article 5)**

Lorsqu'une convention ne peut être résiliée que durant une période déterminée ou qu'elle est renouvelée en l'absence de dénonciation dans un délai déterminé, cette période ou ce délai sont prolongés s'ils expirent durant la période de référence.

La durée pendant laquelle la convention ne peut être résiliée ou le délai pendant lequel elle peut être dénoncée est augmentée de deux mois après la fin de la période de référence.

Exemple : un établissement a conclu une convention avec une entreprise pour installer un distributeur de boissons dans l'établissement. Cette convention prévoit qu'elle est conclue pour une durée de trois ans avec renouvellement pour des périodes d'égale durée sauf dénonciation trois mois avant le terme fixé, soit au plus tard le 31 mars 2020. Il sera possible de dénoncer cette convention au plus tard deux mois après la fin de la période de référence.

**5. Les délais à l'issue desquels une décision, un accord ou un avis d'une administration<sup>7</sup> peut ou doit intervenir ou est acquis implicitement sont suspendus (article 7)**

Lorsque ces délais n'étaient pas échus à la date du 12 mars 2020, **ils sont suspendus jusqu'à l'expiration de la période de référence**. Ils recommenceront alors à courir, après la période de référence, **pour la durée qui restait à courir à la date de leur suspension**. A la différence de ce qui est prévu notamment pour les usagers au point 1 (article 2 de l'ordonnance), le délai ne repart donc pas de zéro à la fin de la période de référence.

Lorsqu'ils auraient dû commencer à courir durant la période de référence, leur point de départ est reporté à l'achèvement de celle-ci.

Les mêmes règles s'appliquent aux délais impartis pour vérifier le caractère complet d'un dossier ou pour solliciter des pièces complémentaires dans le cadre de l'instruction d'une demande. Ces dispositions concernent les relations de l'administration avec les usagers mais aussi avec les agents.

**Ainsi, aucune décision implicite d'acceptation ou de rejet n'est susceptible d'intervenir pendant cette période.**

**L'administration conserve en revanche la possibilité de prendre des décisions explicites de refus ou d'acceptation, pendant toute la période de référence**, sauf si la décision tire les conséquences du non-respect de l'une des formalités mentionnées au point 1 (article 2 de l'ordonnance).

Les délais résultant des obligations qui découlent d'un engagement international ou du droit de l'Union européenne ne sont pas concernés. Ainsi, par exemple, les délais de réponse à des demandes de droit d'accès en matière informatique et libertés (Art 12 du RGPD - un mois avec possibilité de prolongation de 2 mois) ne sont pas modifiés.

Exemple 1 : un agent a présenté une demande de détachement, reçue par l'administration le 1<sup>er</sup> février 2020. Le délai de deux mois dont dispose l'administration pour répondre, sauf à laisser par son silence naître une décision implicite d'acceptation<sup>8</sup>, est suspendu à compter du 12 mars. Le délai recommencera à courir après la fin de la période de référence. La décision implicite d'acceptation naîtra 20 jours après la reprise du délai (soit le nombre de jours qui restait à courir au 12 mars, quand le délai a été suspendu).

Exemple 2 : les parents d'un élève, qui ne résident pas dans la zone de desserte d'un établissement, ont présenté une demande de dérogation pour que leur enfant soit inscrit dans cet établissement. S'ils ont présenté cette demande pendant la période de référence, le délai au terme duquel le silence gardé par l'administration fera naître

---

<sup>7</sup> Voir champ d'application en introduction de la présente note

<sup>8</sup> Article 14 bis de la loi 83-634.

une décision implicite d'acceptation<sup>9</sup> ne commencera pas à courir avant la fin de cette période.

Exemple 3 : le 1<sup>er</sup> mars, un étudiant demande au président de l'université où il est inscrit<sup>10</sup> la mise à disposition de locaux de l'établissement. En principe, en l'absence de réponse dans le délai de deux mois à compter de la demande, cette dernière est supposée être acceptée. Toutefois, si la période d'état d'urgence sanitaire n'est pas terminée au 1<sup>er</sup> mai, aucune décision implicite d'acceptation ne peut naître. Le délai recommence à courir un mois après cette période et encore pour une période de 50 jours (soit le nombre de jours qui restait à courir à compter du 12 mars pour aboutir à une décision implicite d'acceptation).

Exemple 4 : un étudiant a déposé une demande d'inscription en première année de master le 15 janvier 2020. En principe, en l'absence de réponse à sa demande dans un délai de deux mois, celle-ci est réputée acceptée. Or, le 15 mars 2020, aucune décision implicite n'a pu naître du fait de la situation d'urgence sanitaire débutée trois jours plus tôt. La décision implicite d'acceptation naîtra donc, si l'établissement ne prend aucune décision explicite, trois jours après la fin de la période de référence.

## **6. Les délais imposés par l'administration à toute personne pour se conformer à des prescriptions de toute nature sont suspendus (article 8)**

**Les délais imposés par l'administration, conformément à la loi et au règlement, à toute personne pour se conformer à des prescriptions de toute nature\_sont suspendus et recommenceront à courir à compter de la fin de la période de référence, sauf lorsqu'ils résultent d'une décision de justice.**

Le point de départ des délais de même nature qui auraient dû commencer à courir pendant cette période est reporté et débutera à la fin de la période de référence.

Sont concernées, par exemple, les mises en demeure adressées aux établissements d'enseignement privés qui ne sont pas liés à l'Etat par contrat, à la suite d'un contrôle. Il en est de même des mises en demeure susceptibles d'être adressées aux parents d'un enfant faisant l'objet d'une instruction en famille.

Exemple : à la suite d'un contrôle diligenté en application de l'article L. 442-2 du code de l'éducation, le directeur d'un établissement a été mis en demeure le 12 février d'améliorer l'enseignement dispensé dans l'établissement afin de le rendre conforme à l'objet de l'instruction obligatoire dans un délai de trois mois. Ce délai est suspendu à compter du 12 mars et recommencera à courir à l'issue de la période de référence ; un mois s'étant écoulé jusqu'au 12 mars, l'établissement aura donc deux mois à compter de la reprise de ce délai pour se conformer à la mise en demeure.

---

<sup>9</sup> Dernier alinéa de l'article D. 211-11 du code de l'éducation.

<sup>10</sup> Sur le fondement de l'article L. 811-1 du code de l'éducation.

A noter que s'agissant des suspensions mentionnées aux points 5 et 6, il sera possible par décret de fixer la liste des catégories d'actes et des actes déterminés pour lesquels le cours des délais reprend (article 9).

**7. L'obligation de consulter certaines instances est suspendue s'agissant des mesures prises pour répondre à l'état d'urgence sanitaire (article 13)**

Les projets de texte réglementaire **ayant directement pour objet de prévenir les conséquences de la propagation du Covid-19 ou de répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire** sont dispensés de toute consultation préalable obligatoire prévue par une disposition législative ou réglementaire.

Cette dispense ne concerne pas les éventuelles consultations résultant du droit international et du droit de l'Union européenne. **Elle ne concerne pas non plus la consultation du Conseil d'Etat et des autorités saisies pour avis conforme**, qui devra donc toujours être réalisée.

Ainsi, **il ne sera pas nécessaire de consulter le CSE ou le CNESER** si on souhaite, par exemple, modifier les dispositions réglementaires relatives à l'organisation d'un examen pour les adapter aux circonstances actuelles.

**Cette dispense de consultation ne concerne pas les textes, qui ne sont pas pris pour tirer les conséquences de l'état d'urgence.** Dans cette hypothèse, les consultations doivent bien être réalisées, le cas échéant de manière dématérialisée.